

FAIRE LA DIFFERENCE EN TUNISIE


“Like the hidden potential
of rough diamonds,
we must work to
fully unlock
Africa's potential.
Africa must sparkle.”
Akinwumi Ayodeji Adesina
President, African Development Bank

Le développement n'est pas un concept abstrait. Il ne se limite pas à des chiffres ou à des indicateurs. C'est avant tout la promesse d'une vie meilleure pour chaque femme, chaque homme, chaque enfant. C'est l'accès à l'éducation, à la santé, à des infrastructures de qualité, à des opportunités qui transforment des destins. Et c'est précisément ce que cette publication incarne pour illustrer l'impact au quotidien d'une institution comme la Banque africaine de développement .



Car au-delà des routes tracées, des écoles bâties, ou des entreprises financées, il y a une aspiration plus grande : celle de façonner un monde où personne n'est laissé pour compte. Un monde où, peu importe le lieu ou les circonstances, chaque personne peut espérer un avenir meilleur pour elle et pour ses enfants. C'est cette conviction qui guide chaque projet, chaque investissement, chaque action menée avec rigueur et humanité.

Bonne lecture.

Malinne Blomberg
Directrice générale adjointe de la Banque africaine de développement pour l'Afrique
Responsable-pays pour la Tunisie

Remerciements à Fahd Belbachir, chargé supérieur de la communication et relations extérieures, qui a conçu et lancé ce projet.

البنك الإفريقي للتنمية

Notre action en Tunisie





Success stories



À Kairouan, une meilleure mobilisation de l'eau porte le renouveau agricole



L'accès à l'eau est un défi en Tunisie, frappée depuis plusieurs années par une sécheresse intense. Les agriculteurs sont les premiers concernés. Les températures en hausse et la diminution des précipitations affaiblissent les rendements agricoles. Une situation qui affecte les cultures millénaires de l'olivier et du blé au pays du jasmin.

Face aux vestiges des bassins des Aghlabides, ses ancêtres, Abdelmajid Belghouti, agriculteur à Kairouan, contemple les ouvrages de rétention d'eau, témoins d'une époque révolue. « À la campagne, chaque foyer utilise un bassin pour recueillir l'eau de pluie, qui peut être consommée ou utilisée pour irriguer les terres. Héritée de nos ancêtres depuis des siècles, cette méthode est devenue essentielle ici, où les pluies se font de plus en plus rares », confie le quinquagénaire.



Abdelmajid cultive du blé et des oliviers sur cinq hectares dans le gouvernorat de Kairouan. Chaque jour, il parcourt à pied les quelques centaines de mètres qui le séparent de ses champs. Il se souvient de l'époque où l'irrigation était quasi impossible, conséquence de l'inégale distribution de l'eau de pluie, sur les différentes parcelles agricoles.

Dans ce contexte d'insécurité alimentaire croissante, la Banque africaine de développement a apporté 59 millions d'euros pour financer le projet de valorisation des périmètres irrigués. De la collecte à la distribution, l'objectif est d'améliorer les rendements agricoles en mobilisant à plus grande échelle les ressources en eau, grâce notamment à des systèmes de pompage à énergie solaire qui mobilisent désormais les eaux de barrage auparavant inexploitables.

Après quelques mois, la situation a radicalement changé pour Abdelmajid. L'eau, autrefois rare, est désormais à portée de main. Il peut ainsi cultiver ses champs de blé et augmenter significativement ses rendements. Aujourd'hui, un hectare lui rapporte 5 000 dinars, contre 1 500 avant le projet.





Cette initiative bénéficie également aux femmes de la région. Au total, 9 000 hectares ont été mis en valeur, créant de nouveaux emplois. Plus de 20 000 personnes bénéficient directement de cette opération, dont la moitié sont des femmes, qui ont gagné en autonomie et en qualité de vie. Imen Tahri, présidente d'un groupement de développement agricole à Sidi Bouzid, en est le parfait exemple. Avant ce projet, elle envisageait d'abandonner l'agriculture. Aujourd'hui, grâce à l'irrigation, elle a « multiplié par sept la production d'olives, avec des revenus suffisants pour couvrir les besoins de la famille », explique-t-elle.

Cette nouvelle approche de gestion de l'eau valorise les terres et sublime les paysages de Kairouan, au patrimoine mondialement connu. Une économie locale revitalisée, dont la croissance bénéficie à tous et fait la différence.





En Tunisie, les drones donnent des ailes aux agriculteurs



On voit les pales tourner, puis, l'on entend ce bourdonnement si particulier de l'envol du drone. Si l'intelligence artificielle devait avoir un son, ce serait bien celui-ci. D'un coup, s'envole vers le ciel une puissance phénoménale de calcul. En quelques fractions de seconde, elle génère quantité de données que même plusieurs ingénieurs, après des mois sur le terrain, ne peuvent livrer avec autant de précision. Ce bruit, à l'avenir, il faudra sans doute s'y habituer dans les campagnes tunisiennes.

« Nous avons entamé la quatrième révolution en Afrique, et ça commence ici, en Tunisie ». Télécommande à la main, casquette, combinaison et lunettes d'aviateur, Richa Gabsi, docteur en climatologie et physique de l'environnement, dirige son drone au-dessus des champs expérimentaux du Centre technique de pomme de terre et d'artichaut (CTPA) à Jdeida, en périphérie de Tunis.



La quatrième révolution, dite 4.0, intègre dans l'économie des objets numériques et technologiques qui s'appuient, entre autres, sur l'intelligence artificielle.



Ici, c'est l'utilisation de drones dans le secteur agricole qui permettra, dans un futur proche, d'optimiser considérablement le travail des agriculteurs tunisiens. « Cet outil est fascinant ! grâce à lui, on estime un gain en productivité jour/homme de 80% ! », s'exclame Ridha qui poursuit : « cela va permettre aux agriculteurs de prendre des décisions fiables et pertinentes pour mieux gérer leur terre ».

Aujourd'hui, grâce à une caméra dotée de la technologie « RGB », le drone relève les niveaux d'azote émanant du champ de pommes de terre qu'il survole. Les données récoltées seront analysées puis interprétées. Ensuite, en concertation avec l'agriculteur, la décision sera prise de donner un coup de pouce à un ou plusieurs secteurs de la parcelle en disséminant les doses d'azote supplémentaires nécessaires à la photosynthèse des cultures et, donc, à leur croissance.

Ainsi, grâce au drone, une cartographie très précise des zones déficitaires en engrais permettra d'épandre l'additif avec une précision de quelques centimètres. En conséquence, l'agriculteur dopera son rendement et économisera quantités d'azote en ne ciblant que les zones déficitaires. Au final, l'augmentation du rendement de cette culture de pomme de terre est estimée entre 5 et 10%. Pour le directeur du CTPA, Adel Saied, « ce nouvel outil est la promesse d'un grand avenir pour les cultures maraîchères. Nous sommes prêts à approfondir leur utilisation pour davantage innover en matière de supervision des cultures »



Comme l'était le tracteur par le passé, ce nouvel « engin agricole » de précision est la nouvelle arme de l'agriculture moderne. Infinies sont les possibilités qu'il est en mesure d'offrir. S'il aide considérablement l'agriculteur, le drone jouera aussi un rôle essentiel dans la préservation de l'environnement. Les exploitants pourront, par exemple, doser avec une précision chirurgicale les traitements phytosanitaires qui leur permettront de préserver leurs cultures des différentes maladies.

Considérer la protection de l'environnement dans l'agriculture n'est désormais plus une option. C'est une responsabilité que les tunisiens, et plus largement les africains, prennent à bras-le-corps tant le continent est exposé au réchauffement climatique. En effet, les épisodes de sécheresse se multiplient depuis plusieurs années. L'optimisation de l'eau est donc un enjeu vital. Grâce à la reconnaissance d'image, l'algorithme du drone est aussi capable de topographier le terrain et de modéliser le réseau d'irrigation qui l'alimente. Il définit ensuite les options qui permettent d'équilibrer la répartition de l'eau, grâce, par exemple, à des sillons qui en optimiseront la vitesse d'écoulement. Conséquence, la consommation de la ressource est strictement réduite à l'essentiel. La aussi, un minimum de 10 à 15% d'économie en eau est estimé. L'agriculteur s'offre ainsi le pouvoir de maîtriser le rendement de sa culture, qu'il décomble de la pluviométrie, pour en renforcer la résilience aux épisodes de sécheresse.



illimitées, sont donc les possibilités d'application des drones et d'exploitation des données qu'ils collectent. Et cela, la Banque africaine de développement l'a bien compris. C'est pourquoi, en partenariat avec le gouvernement tunisien et le fonds économique Corée-Afrique (KOAFEC), un programme expérimental d'utilisation des drones agricoles a été lancé en 2018, dans une région où la polyculture domine.

A l'heure de l'agriculture 2.0

Nous sommes à Sidi Bouzid, à 250 km au sud-ouest de Tunis. Là-bas, a été lancé depuis trois années, le programme pilote d'utilisation des drones dans le secteur agricole. Ainsi, 42 opérateurs de drones tunisiens ont été formés grâce à un don de 1 million de dollars américains du KOAFEC qui a soutenu le transfert de cette technologie propre à l'agence sud-coréenne Busan Techno Park.

« Parmi les stagiaires, il y a des étudiants, des chercheurs, des agriculteurs, etc., les enjeux pour notre jeunesse sont immenses », confie Chokri Chabchoub, responsable du programme des drones qui a également en charge la direction générale de la Société nationale de protection des végétaux (SONAPROV).



Après plusieurs mois de théorie et de pratique, le programme a mis sur pied une véritable escouade prête à survoler les terres pour aider les agriculteurs à reprendre le contrôle de leur production.



Pour le Docteur Khaoula Abrougui, enseignante-chercheure en machinisme agricole et agriculture de précision, tout récemment diplômée en pilotage de drones agricoles, « l'ambition est d'augmenter les revenus de l'agriculteur tunisien tout en contribuant à la sécurité alimentaire en s'adaptant au changement climatique et en minimisant les émissions de gaz à effets de serre. Je souhaite aussi partager ces résultats avec mes étudiants et pourquoi pas créer de nouvelles vocations ! », lance la jeune enseignante.

Répliquer cette expérience à l'ensemble du continent est une ambition partagée par tous. « A court terme, je souhaiterais créer un centre panafricain de drones pour former nos frères africains. Nous voulons faire en sorte qu'ils puissent piloter des drones, acquérir les données et les interpréter pour prendre les décisions les plus optimales », explique Chokri Chabchoub. Avant d'ajouter : « Il faut regarder plus loin et mettre sur pied une brigade de drones capables de détecter les feux de forêt et les invasions de criquets. Ce sont ces deux fléaux qui menacent l'agriculture du pays et du continent ».



Grâce à ce projet qui établit un trait d'union entre l'Afrique et l'Asie, et portée par une génération qui innove, la Tunisie est en passe de devenir l'une des pivots de la prochaine révolution agricole.

Dans le Sud tunisien, les palmeraies exportent leurs productions et créent de l'emploi



Avant le lever du jour, Karim Othmani est à pied d'œuvre. Dans un café de Salgou, village du Sud tunisien, à 300 kilomètres de la capitale Tunis, il retrouve ses employés autour d'un petit-déjeuner rapide. La cueillette commence tôt dans la palmeraie pour ces collecteurs de dattes.

Marié, père de deux enfants, Karim travaille depuis cinq ans en tant que collecteur de dattes prestataire de l'entreprise Nouri Dattes. « Avant, je travaillais seul, raconte-t-il. Je n'avais aucun moyen de transport, l'argent faisait défaut. Je ne pouvais pas exploiter pleinement la récolte de dattes car je ne disposais pas d'un capital conséquent. » Depuis, les choses ont bien changé pour Karim.



Karim fait partie des 60 000 exploitations agricoles vivent du commerce des dattes, au pays du Jasmin. Parmi les quelque 150 entreprises spécialisées à l'export, Nouri Dattes en écoule plus de 4 000 tonnes à l'étranger. Une réussite qui contraste avec une période moins prospère pour la société. « Il y a quelques années, l'entreprise rencontrait des problèmes de financement », confirme Najeh Nouri, directeur général de Nouri Dattes.

Les PME tunisiennes, qui désirent se lancer à l'international, font face à de nombreux obstacles, notamment d'ordre financier. Avant d'être payées par leurs clients, elles doivent pouvoir disposer d'un fonds de roulement suffisant pour couvrir leurs charges d'exploitation et financer leurs activités et investissements. Sur ce point, le rôle des banques commerciales est crucial mais les lignes de crédit peuvent être difficiles à obtenir.

VOIR FILM

Pour inciter les PME du pays à se lancer sur de nouveaux marchés porteurs, la Banque africaine de développement a accordé, en 2017, une ligne de crédit de 60 millions de dollars américains à la Banque tunisienne de l'habitat. La BH Bank a pu ainsi financer, en devises étrangères, le développement du commerce dans divers secteurs d'activité.



Nouri Dattes, comme 250 autres PME du pays, en a bénéficié : « après une série de réunions avec la BH Bank, nous avons obtenu un crédit qui nous a permis d'accroître le volume de nos approvisionnements, détaille Najeh Nouri. Mécaniquement, nos exportations ont augmenté et nos indicateurs financiers se sont améliorés. »

L'entreprise est désormais présente sur de nouveaux marchés comme les États-Unis, l'Australie ou encore le Brésil. Entre 2012 et 2018, le chiffre d'affaires de Nouri Dattes a bondi de plus de 50 %, passant de 13 à 20 millions d'euros. Ses effectifs se sont accrus de près de 40 %, passant de 280 à 400 employés.

« Depuis que nous sommes sous-traitants de Nouri Dattes, notre situation s'est améliorée. Nous avons plus de dépôts et le nombre des employés a augmenté avec une activité en hausse de plus d'un tiers. Nous créons de la richesse pour le pays et pour ma petite région ! », se réjouit Karim.

Ibtihel Chetioui, recrutée par Nourri Dattes, est une trentenaire qui se projette dans l'avenir : « je travaille avec ma sœur à l'emballage. Après mes études, je suis restée un an au chômage. Mes parents m'aidaient en me donnant un peu d'argent de poche. Aujourd'hui, j'ai un bon salaire chez Nouri Dattes, ce qui me permet à mon tour d'aider ma famille ». La jeune femme est aujourd'hui dans les préparatifs de son mariage. « Sans ce travail, je n'aurais rien pu faire », conclut-elle dans un grand sourire.



Pour Riadh Zitouni, directeur régional de BH Bank, « l'intervention de notre banque vise, pour l'essentiel, à créer de la richesse et stimuler la croissance. Nous voulons aider des sociétés d'autres secteurs d'activité à suivre le chemin de Nouri Dattes. Car à la fin, c'est toute la Tunisie qui réussit ! »

Dans un monde de plus en plus interconnecté, une devise s'impose à tout entrepreneur : agir local et penser global. Financer le développement à l'international de PME tunisiennes, c'est soutenir la croissance et l'emploi, et donc améliorer les conditions de vie des Tunisiens. Dans le cadre de sa stratégie des « High 5 », la Banque africaine de développement œuvre dans ce sens sur tout le continent afin d'impulser une dynamique de développement inclusive et créatrice d'emplois.

Tunisie 2.0 : le code comme ligne de mire



Au petit matin, le soleil baigne déjà Tunis de ses premiers rayons. Fraîchement débarqué de Londres, Yahya Bouhlel, 27 ans, s'apprête à enchaîner les rendez-vous professionnels pour propulser sa start-up, GoMyCode, vers de nouveaux horizons.

Une entreprise soutenue et financée par la Banque africaine de développement et l'Union européenne à travers la plateforme panafricaine d'investissement AfricInvest.

Le début d'une belle histoire

Dans sa jeunesse à Tunis, Yahya s'est découvert une passion pour l'informatique et le coding (programmation) à travers les jeux vidéo. L'automatisation du langage numérique, pour créer et développer toutes sortes d'univers, lui semble infinie.

C'est là que tout commence. Yahya, prodige des nouvelles technologies, s'envole ensuite vers les États-Unis et s'installe dans l'iconique Silicon Valley. Là-bas, le jeune Tunisien acquiert un savoir unique et des compétences particulières pour servir ses ambitions et « coder » sa propre destinée.



VOIR FILM

De retour dans sa ville natale à la saison estivale, Yahya suscite l'intérêt de ses amis qui s'intéressent de près à ses nouvelles connaissances. Ainsi naît l'école de formation numérique GoMyCode, d'abord sous la forme d'un camp d'été. Aujourd'hui, l'offre de formation n'a rien à envier aux plus prestigieux établissements internationaux.

« Nous proposons des dizaines de modules de formation couvrant des domaines tels que l'analyse de données, le marketing digital et le design. Nos programmes varient en durée, allant de 40 à 400 heures. Nos formations sont reconnues par la profession et nous sommes sur le point de décrocher une certification officielle.

Je suis vraiment fier d'avoir pu aider mes concitoyens. Savoir qu'ils peuvent avoir un impact dans l'économie tunisienne et dans le monde est, pour moi, une récompense inestimable », se réjouit Yahya.

L'aventure a débuté avec son frère, une maison, et quelques milliers de dinars en poche seulement. Mais grâce à l'engouement naissant autour du coding, GoMyCode s'est développée à toute allure. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sept ans plus tard, la start-up est présente sur neuf pays à travers le monde et a formé plus de 30 000 étudiants. Parmi eux, Koutheir Chemi, lui aussi dans la fleur de l'âge.



Une histoire de transmission

Alors qu'il vient de fêter son 25e printemps, Koutheir a déjà fondé trois start-up. Actuellement à la tête de l'entreprise « Guépard », il travaille à automatiser le transfert de données pour gagner en efficacité. Ce dynamique entrepreneur a aussi bénéficié des conseils de son mentor, Yahya.

« J'ai rejoint GoMyCode en 2019. J'ai suivi leur cursus digital, et plus tard en 2020, je les ai rejoints pour déployer leur activité au Maroc. Avoir pu compter sur la confiance de Yahya, alors que j'étais très jeune, fût très gratifiant pour moi. En revenant du Maroc, j'avais acquis les connaissances techniques et managériales pour poursuivre mes propres rêves », confie Koutheir.

Aujourd'hui, les deux amis avancent avec confiance vers un avenir radieux. GoMyCode est en passe de s'implanter dans de nouveaux pays et d'ouvrir plus de bureaux en Tunisie pour former une jeunesse qui aspire à prendre le contrôle de sa vie. Cette réussite se traduit aussi

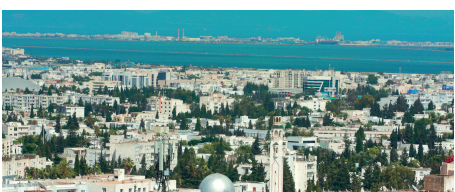


par une envergure financière plus importante. En 2017, la start-up de Yahya ne générait que quelques milliers de dollars par an. En 2023, quatre millions de dollars sont entrés dans les caisses de GoMyCode.

De son côté, Koutheir se prépare avec ses collaborateurs à lancer une mobilisation pour lever 2,5 millions de dollars et développer leur premier serveur de transfert numérique. Une solution très attendue par des dizaines d'entreprises.



Cet appui a véritablement impulsé une dynamique qui n'en est qu'à ses débuts. L'objectif est tout tracé : libérer le potentiel des start-up africaines qui innovent. Un pari sur celles et ceux qui osent, entreprennent et créent de la valeur sur le continent.



Autoroute Gabès - Médenine - Ras Jédir, trait d'union entre la Tunisie et la Libye



Cinq heures, c'est le temps qu'il fallait à Fatima Meftah Abudhair et à son fils, Abdelmuen Salah, pour aller de Tripoli à Djerba avant février 2023. Depuis cette date, la durée du trajet en voiture a été divisée par deux grâce à la nouvelle autoroute qui relie Gabès, Médenine à Ras Jédir à la frontière libyenne. Un gain de temps de 3h également sur le trajet Tunis- Ras Jedir de 5h aujourd'hui contre 8h auparavant.

Abdelmuen, 27 ans, est l'un des six enfants de Fatima et son mari. Depuis sa naissance, le jeune homme est paraplégique, autiste, aveugle, sourd et muet. Des pathologies lourdes de conséquences pour la famille qui s'efforce, au-delà d'une attention constante, de lui apporter des soins médicaux réguliers- Mon fils est malade. Je dois faire attention à lui, je veille tard, c'est beaucoup de fatigue. Avant la mise en service de la nouvelle autoroute, le trajet était difficile. Maintenant, c'est plus facile de venir à Djerba pour qu'il reçoive les soins nécessaires », raconte Fatima.





En raison de son handicap, le jeune homme est suivi plusieurs fois par mois par différents spécialistes, chiropracteurs, orthopédistes, spécialistes des nerfs à la clinique Echifa, à Djerba. La vétusté de l'ancienne route imposait jusqu'alors des trajets longs et éprouvants.

En 2012, le Groupe de la Banque africaine de développement apporte plus de 137 millions d'euros pour construire la section reliant Médenine à Ras Jédir, soit 104 kilomètres de tronçon autoroutier sur un total linéaire de 188 km (Gabès-Médenine-Ras Jédir) pour relier les zones enclavées aux métropoles tunisiennes des gouvernorats de Gabès et Médenine.

L'ouvrage, réalisé par la Société Tunisie Autoroutes, a été inauguré depuis 2023. La route désormais plus sûre et mieux entretenue permet de dynamiser les échanges et de réduire les temps de trajet. «J'aime venir à Djerba car les médecins sont réputés. Ils savent s'occuper de mon fils qui a besoin de soins particuliers. D'ailleurs, quand je suis à Djerba, je m'y repose, je m'y sens bien», reconnaît Fatima.

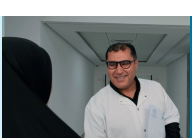


Dans la salle d'examen, le docteur Houicli Ali ausculte Abdelmuen. Il le manipule, contrôle ses réflexes moteurs, testent l'élasticité de ses muscles et la solidité de ses os. «C'est un rituel qu'il connaît bien maintenant, je m'occupe de lui depuis mon arrivée à Djerba il y a dix ans. Avant, je le voyais peut-être une ou deux fois par mois. Maintenant, grâce à l'autoroute, je peux m'occuper de lui deux fois par semaine, car c'est beaucoup moins contraignant pour ses parents », confie le médecin.

Un tourisme médical en plein essor

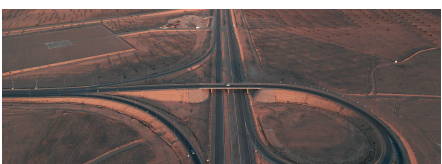
Djerba et la Tunisie étaient déjà reconnues pour leur expertise dans le domaine médical. Le développement des infrastructures routières change dorénavant la donne. Depuis que cette route existe, le nombre de personnes se rendant à Djerba pour raisons médicales a pratiquement doublé, selon le docteur Ali. Les patients se voient proposer un suivi médical plus régulier, car les conditions de circulation sont meilleures. «On s'occupe beaucoup mieux de nos patients. Certains font même l'aller-retour dans la journée maintenant. Avant, il fallait rester sur place. Même nous, médecins, passons moins de temps sur la route et dans les embouteillages. Par conséquent, nous sommes plus en forme pour nous occuper de nos patients », se réjouit le spécialiste.

Djerba est devenue non seulement une «destination médicale d'excellence» pour les Tunisiens, mais elle l'est aussi pour les pays voisins. À l'instar de Fatima, de nombreux Libyens empruntent la route depuis Ras Jédir pour consulter à Djerba. «Quasiment 50 % de nos patients sont des Libyens. Cela montre bien l'attractivité médicale de Djerba!», assure le docteur Ali.

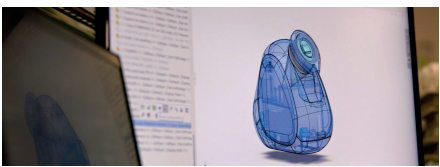


Le secteur de la santé n'est pas le seul à bénéficier de cette nouvelle autoroute. Avec une circulation plus fluide et sécurisée pour les personnes, les biens et les marchandises, les investissements et les activités économiques s'intensifient et trouvent un nouveau souffle. Cette autoroute représente donc une véritable opportunité pour Djerba qui accueille un million de touristes par an sans oublier d'autres destinations comme Hammamet et Kairouan. Ces villes disposent enfin d'une infrastructure à la hauteur de leur réputation et de leurs ambitions.

Cette autoroute n'est peut-être pas le dernier maillon du réseau autoroutier trans-maghrébin. Elle connecte les peuples, stimule les échanges et renforce les liens pour faire la différence.



Kumulus : de l'air, du soleil… et de l'eau !



Produire de l'eau potable à partir de l'humidité présente dans l'air. En moins de deux ans, le rêve un peu fou d'Ineb Trikí est devenu réalité. L'idée a germé dans l'esprit de ce jeune ingénieur tunisien lors d'un voyage avec ses amis dans le désert tunisien. Un matin au réveil, il remarque que leurs tentes sont recouvertes de rosée. « Des gouttelettes partout, en grande quantité ! Le désert est donc rempli d'eau. Alors comment capter toute cette humidité pour produire de l'eau potable dans des régions qui en sont dépourvues ? », s'interroge-t-il. De fait, le désert du Sahara peut atteindre des taux d'humidité élevés. Plus globalement, l'atmosphère contient six fois plus d'eau que toutes les rivières du monde, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement.



Lauréat de la prestigieuse École polytechnique française, Ineb et son camarade de promotion, Mohamed Ali Abid, créent une start-up en 2021. Leur projet consiste à développer une solution qui permettrait de répliquer le phénomène de la rosée du matin. « Nous avons passé de longs mois à modéliser et tester, à connaître des échecs aussi… Et nous avons réussi à mettre au point notre premier prototype, le Kumulus », raconte-t-il.

Grâce à un système alimenté à l'énergie solaire, l'air est brassé par la machine, passe par différents filtres puis l'humidité est extraite, et transformée en eau potable. Le Kumulus qui ressemble à une amphore, pèse 60 kilos, est facile à transporter dans un pick-up et à installer.

Il produit de l'eau fraîche, potable et minéralisée. Environ 20 à 30 litres d'eau par jour. On le branche au réseau électrique ou à des panneaux photovoltaïques.

Le premier Kumulus est mis en route dans une école primaire, à Bayadha, à la pointe ouest de la Tunisie. Le projet prend corps. Le rêve devient réalité !

Plusieurs récompenses et prix viennent confirmer le potentiel de cette start-up : gagnante du premier prix Vivatech(le lien est externe) 2022 des start-up spécialisées dans le secteur de l'eau, elle a également été sélectionnée parmi les quinze start-up « GreenTech » les plus prometteuses d'Afrique.

VOIR FILM

En octobre 2022, à Paris, Iheb Triki est invité à participer à la 8e édition de « BIG » (Bpifrance Inno Génération), le plus grand rassemblement d'entrepreneurs d'Europe. Un rendez-vous annuel qui réunit start-up, porteurs de projets, investisseurs, étudiants, le grand public et de nombreux dirigeants de grands groupes industriels.

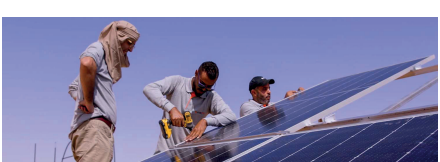




Devant le public et, les journalistes qui l'interpellent, Iheb martèle : « l'entrepreneariat, c'est comme courir un marathon. Il vous faut être endurant et résilient pour le réussir. Nous n'étions que quelques-uns à démarrer l'aventure, avec un apport de moins de 20 000 dollars américains. Nous avons travaillé très dur pour améliorer notre produit, et il nous a fallu convaincre les investisseurs que notre idée était une solution d'avenir. »

Tous ces efforts ont été payants : Kumulus a levé un million de dollars américains pour développer son potentiel, et la start-up s'est étoffée de talents, dont des développeurs informatiques, des ingénieurs en mécanique et des directeurs des opérations. La suite ? Développer et soumettre des brevets, mettre au point un équipement entièrement autonome et continuer à développer la technologie afin de la rendre plus accessible.

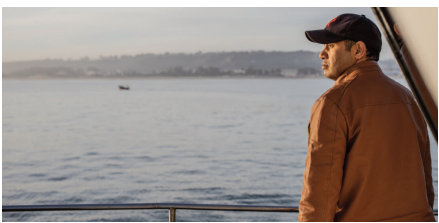
Avec sa technologie intelligente, Kumulus entend résoudre le problème de l'accès à l'eau potable en Afrique du Nord et contribuer à lutter contre les effets des changements climatiques sur l'épuisement des ressources en eau. Kumulus ambitionne désormais de se déployer sur le continent africain et l'ensemble du bassin méditerranéen.





« Mon rêve est que chaque famille ait sa propre source d'eau, une source durable, son propre Kumulus. Nous sommes en train d'y arriver », affirme Iheb, très déterminé. Soutenu par la Banque africaine de développement, le ministère tunisien de l'industrie a mis en place la stratégie « Industrie et Innovation 2035 » qui vise à créer un environnement favorable à l'éclosion d'entreprises à fort potentiel comme Kumulus.

Commerce et biodiversité marine : les moules et huîtres de Bizerte, un potentiel chéri des eaux





Au nord de la Tunisie, face à la mer Méditerranée, le soleil fait miroiter l'eau du port de Bizerte. Il est tôt le matin, les mouettes survolent les bateaux et il sent bon l'air marin. Tandis que les pêcheurs à la ligne s'animent près de la promenade du port, la lagune de Bizerte se prépare à accueillir un autre type d'espèces marines. Lieu exceptionnel de biodiversité, elle s'est révélée être l'un des rares berceaux en Tunisie pour l'élevage conchylicole, la production d'huîtres et de moules.

« Depuis ma tendre enfance, la mer est une passion. Et puis j'ai eu le déclic pour créer ma propre entreprise d'élevage d'huîtres et de moules », explique Malek Talbi, 37 ans, technicien supérieur en agronomie et gérant passionné de l'entreprise « Délices de la Mer ». Depuis 2009, celle-ci exploite un parc conchylicole de la lagune de Bizerte avec, comme base arrière, le port de pêche de Zarzouna, où son unité de purification assure le contrôle phytosanitaire. « D'une simple idée, j'en suis arrivé aujourd'hui à diriger une entreprise qui emploie une vingtaine de personnes ! », ajoute fièrement Malek.

Sa ferme en mer, ce sont plus de 20 hectares de plateformes flottantes où s'agrippent moules et huîtres, élevées naturellement. L'intervention humaine s'y limite à la simple gestion de l'espace et à certaines tâches techniques qui accompagnent la croissance des coquillages. A l'issue du cycle, la production est envoyée à l'unité de purification, où la qualité des mollusques est scrutée avant de les déclarer aptes à la consommation.





La filière jouit d'un vrai potentiel : les huîtres de Bizerte atteignent leur calibre commercial en neuf mois seulement, contre presque trois ans en France. Bien qu'elles aient traversé quelques difficultés passagères il y a plus d'une décennie, les fermes conchylicoles s'avèrent être une filière prometteuse.

Pour fructifier son idée et développer son entreprise, Talbi Malek a choisi de recourir à l'aide de la Banque tunisienne de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME), qui bénéficie de l'appui de la Banque africaine de développement. « L'objectif n'est pas la rentabilité à tout prix, c'est de trouver l'équilibre, explique le directeur général de la BFPME, Lebid Zlaftrane. La priorité, c'est surtout d'aider les entreprises à créer de la valeur et des emplois ».



Une stratégie qui est précisément celle de la Banque africaine qui, via son Fonds d'assistance au secteur privé africain (FAPA), a mobilisé près de 1 million de dollars américains pour renforcer l'engagement de la BFPME auprès des entreprises en difficulté.

À son tour, la banque tunisienne a ainsi pu accompagner, sur l'ensemble du pays, une cinquantaine d'entreprises dans des secteurs aussi variés que l'industrie, l'éducation, le textile ou la pêche.



« Avec l'aide de la BFPME, j'ai pu développer mon affaire, installer une unité de purification et augmenter de 40 % la capacité de production de mon parc conchylicole », détaille Malek Talbi, qui précise : « Mon chiffre d'affaires a augmenté de 30 %. Cette croissance, je vais l'accompagner en recrutant un ingénieur, un technicien, deux responsables commerciaux et un administratif ».

La conchyliculture fait partie de ces activités à fort impact sur l'environnement. Nouha Ben Said, ingénieure en génie halieutique et environnement, est la responsable de la station de purification. C'est elle qui réceptionne les lots de coquillages puis assure le contrôle sanitaire et la traçabilité des bivalves avant leur mise en vente. « J'adore les coquillages, tout ce qui est en rapport avec la mer. Je viens du village de Metline en bord de mer alors je ne peux travailler qu'avec la mer ! », lance cette passionnée.





« Les coquillages filtrent l'eau et augmentent sa transparence, ce qui permet au rayonnement solaire de mieux pénétrer les fonds sous-marins. Ce processus favorise la présence d'algues, ce qui améliore la qualité de l'eau », explique la jeune ingénieure. Avant d'ajouter : « Cette filière favorise le développement d'une biomasse remarquable dans la lagune qui a permis de développer de nouveaux organismes marins. La protéger est essentiel ».

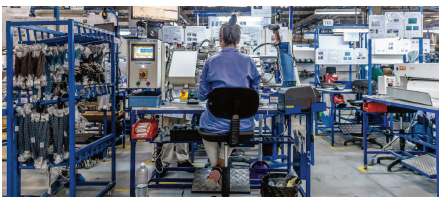
S'il écoule aujourd'hui sa production de moules et d'huîtres sur les marchés locaux, Malek voit même plus loin que le marché national : « Mon ambition est d'aller au-delà de Bizerte. Je veux investir de nouveaux marchés et développer ma production d'huîtres à l'export ».



En Tunisie, ce jeune entrepreneur plein de projets est un exemple parmi d'autres. A leurs côtés, la BFPME permet au secteur privé tunisien en quête d'opportunités de se repositionner pour créer plus de valeur ajoutée et d'emplois. Venue l'appuyer, la Banque africaine de développement offre, à toutes ces femmes et à tous ces hommes engagés, l'opportunité d'oser, d'entreprendre et d'avancer.



Libérer le potentiel de la jeunesse tunisienne au service de l'innovation



Quelques coups de peigne dans les cheveux après le maquillage. Et voilà Maroua Khemiri préparée pour une journée qui s'annonce pleine. Jeune ingénieure, elle a décroché un contrat chez Elecone-Tech en Tunisie. Après avoir gravi les échelons, elle occupe désormais le poste de responsable du système d'exécution.



« Lorsqu'une société est stable, elle vous donne un environnement favorable pour travailler. C'est rassurant parce qu'on trouve les moyens et l'opportunité de s'épanouir, de grandir petit à petit. Cela donne envie d'avancer et de mettre la barre un peu plus haut », résume fièrement Maroua. Elle réside à Bizerte au Nord-Ouest de la Tunisie avec ses parents.

Dans ce pays nord-africain, Maroua assure qu'être femme ingénieure « n'est pas chose commune, surtout dans le domaine industriel ». « A la fin de mes études, je ne trouvais pas d'emploi. Cela m'a frustrée au point de penser à m'expatrier. Aujourd'hui, je suis cheffe de projet. C'est la première fois qu'une femme occupe ce poste dans le groupe. Je me sens très fière et épanouie et très heureuse d'être responsabilisée. Cela m'a redonné confiance », affirme-t-elle, à haute voix.

Soutien d'un secteur privé moteur de croissance et de développement en Tunisie, la Banque africaine de développement a accompagné le développement et l'émergence d'entreprises technologiques dans le pays. Ces dernières procurent des opportunités d'emplois à une nouvelle génération de jeunes tunisiens, à l'image de Maroua. Environ 2 500 emplois ont été créés depuis 2011.



VOIR FILM



« Nous croyons énormément au talent de ces jeunes, souligne Slim Sellami, directeur général d'Eleone Tech. C'est grâce à leurs qualités que nous avons pu nous développer et assurer une belle croissance ces dernières années. Nous avons un groupe jeune et grâce à leurs talents, nous avons pu développer et fabriquer des produits de haute technologie et de bonne qualité ».

Avec un investissement conséquent au cours de la dernière décennie, Eleone Tech ambitionne de porter l'innovation à un niveau supérieur en recrutant les jeunes talents tunisiens. Permettant à l'entreprise de passer de la production de câbles à celle de composants électroniques. Une spécialisation qui occupe la majorité de ses 4 200 employés.



Ce virage vers l'innovation, associé à la volonté de créer des emplois, a été soutenu, à travers une participation dans le fonds Africinvest, par la Banque africaine de développement et ce, afin de promouvoir le développement du secteur privé et de l'innovation, de stimuler l'emploi et de créer des opportunités.



« Notre entreprise travaille avec EleoneTech. C'est notre fournisseur historique de cartes électroniques pour les compteurs d'énergie. Appartenir à un écosystème aussi puissant, aussi efficace, nous permet de croître, d'innover et d'offrir de nouvelles opportunités d'embauche afin de résorber le chômage des jeunes diplômés des universités tunisiennes », explique Mongi Jelassi, directeur de Siama, une société industrielle d'appareillage et de matériels électriques.

Modèle de réussite en Tunisie, Eleone Tech, comme de nombreuses autres entreprises tunisiennes, envisagent désormais d'exporter son expertise sur tout le continent africain. « J'ai vu des clients qui ont décidé de venir investir en Tunisie, après des visites sur sites. Cela a permis de donner une nouvelle image au pays qui ne se limite plus au secteur touristique ou textile. Nous sommes confiants et nous sommes en train de progresser. Nous avons des atouts et des compétences qui vont nous permettre d'assurer la transition vers le futur et vers des horizons prometteurs en Afrique », assure Slim Sellami.

En soutenant les entreprises performantes en Tunisie, la Banque favorise les conditions d'un développement durable et inclusif.

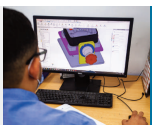
Face à la pandémie, la Banque impulse la relance des PME en Tunisie





Costume gris, cravate rayée et chaussures cirées, Yassine Jaballah porte sur lui toute la panoplie du businessman. Le quadragénaire tunisien dirige Clevertek Plus, une entreprise de mécanique générale dont l'aventure a débuté en 2009 avec cinq employés. Ingénieurs, opérateurs et commerciaux, ils sont aujourd'hui 28 employés dans cette PME installée dans la zone industrielle d'El Agba, en banlieue de Tunis.

Pendant de nombreuses années, la vie de cette entreprise ressemblait à un long fleuve tranquille. Les commandes affluaient de toutes parts. Des multinationales lui sous-traitaient la conception et la fabrication de mécanismes et de composants qui s'imbriqueront dans un produit final. Symbole de cette réussite, la création d'un automate qui, grâce à la reconnaissance d'image, facilite le contrôle qualité sur ligne de production industrielle.



VOIR ITW

Ainsi, durant ses premières années, la start-up filait un mariage parfait avec les industries aéronautique, automobile et pharmaceutique. Son chiffre d'affaires ne cessait alors de croître.



Mais, petit à petit, sa croissance s'étiolait, les commandes baissaient et les dettes s'accumulaient : « Avant 2019, nous étions déjà en crise, car nous n'avions pas vu grandir la concurrence, analyse le patron de Clevertek Plus, Yassine Jaballah. La pandémie a accentué notre chute. Nos concurrents, eux, avaient des activités complémentaires qui leurs permettaient de tenir ».

Face à la menace de la faillite, Yassine Jaballah s'est donc tourné vers la Banque de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME).

Cet établissement, fondé en 2005, accompagne les PME dans leurs investissements sans se limiter à leur unique financement. En effet, ses experts ne cherchent pas « la rentabilité à tout prix, explique Lebid Zâafrane, son directeur général, mais à aider les entreprises à créer de la valeur et des emplois ».

Cette vocation est l'essence même de la Banque africaine de développement qui soutient le secteur privé tunisien. Via le Fonds d'assistance au secteur privé africain (FAPA), la Banque a mobilisé près d'un million de dollars américains en faveur de la BFPME afin de financer une assistance technique pour accompagner les entreprises en difficulté. À son tour, la banque tunisienne a accompagné une cinquantaine d'entreprises dans des secteurs comme l'industrie, l'éducation, le textile et l'artisanat entre autres.



« Avec la Banque africaine de développement, nous partageons le même ADN, nous vivons la PME, nous sommes près de la PME, nous sommes dans la PME », soutient Lebid Zâafrane.

Grâce à ces ressources, la BFPME soutient les entreprises en crise afin de renforcer leur résilience aux chocs et consolider leur viabilité financière pour contribuer au développement et au rayonnement du pays.

Pour Clevertek Plus, le programme d'aide aux entreprises en difficulté a été une véritable opportunité de relancer l'activité. Deux experts ont ainsi été dépêchés pour évaluer la situation, établir un diagnostic et définir une série de recommandations. Parmi celles-ci, le lancement d'une nouvelle activité de maintenance qui, en augmentant la productivité, a permis un retour à l'équilibre financier. « Avec la maintenance, on réalise le même chiffre d'affaires mais avec moins de charge de travail, donc moins de dépenses, explique Yassine Jaballah. Le tout dans une niche où il y a moins de concurrence ».





En parallèle, toujours sur les conseils de la BFPME, Clevertek Plus s'est fait certifier « ISO 9001 », une norme internationale qui permet de confirmer l'aptitude d'un organisme à fournir un service, un produit ou un système conforme aux meilleurs standards. Résultat, de nouveaux clients, notamment étrangers, ont été séduits et de nombreux marchés se sont alors ouverts pour Clevertek Plus.

Aujourd'hui, les fraiseuses comme les logiciels 3D de Clevertek Plus tournent à nouveau à plein régime. Cela s'est traduit par une augmentation de 7,5% du chiffre d'affaires et a surtout permis de maintenir l'ensemble des emplois et d'en créer de nouveaux. Le directeur général de la PME ne compte pas s'arrêter là : « Nous voulons aller plus loin avec des nouvelles technologies comme les imprimantes 3D ou la découpe au laser, explique Yassine Jaballah. Pourquoi pas intégrer un centre de formation spécialisé dans la fabrication de pièces mécaniques ».





En Tunisie, le cas de Clevertek Plus est un exemple parmi d'autres. L'appui de la BFPME permet au secteur privé en quête d'opportunités de se repositionner pour créer plus de valeur ajoutée et plus d'emplois. A ses côtés, la Banque africaine de développement offre, à toutes ces femmes et à tous ces hommes engagés, l'opportunité de participer à l'amélioration des conditions de vie de chacun.

En Tunisie, une clinique pédiatrique spécialisée dans les maladies rares redonne le sourire aux enfants



Ici, pas de murs immaculés, ni de lumière crue qui rendent l'atmosphère pesante. Le regard est attiré par les couleurs vives, les pochoirs d'animaux affichés dans les chambres et l'ambiance chaleureuse qui règne dans cet espace préservé. À la Clinique pédiatrique de Tunis, tout est fait pour que les petits patients « oublient » leur maladie.

« La meilleure récompense pour un médecin, c'est de pouvoir redonner le sourire aux enfants et à leurs parents », glisse Nizar Nouali, le directeur de la clinique. Logé dans les Jardins d'El Menzah à Ariana Ville, au nord de la capitale tunisienne, l'établissement fondé en 2019, a bénéficié d'un financement d'Amen Bank tiré sur une ligne de crédit obtenue auprès de la Banque africaine de développement.



Parmi les plus grandes banques du pays, Amen Bank a bénéficié d'un financement de 35 millions d'euros mis en place par la Banque africaine de développement pour servir divers secteurs de l'économie tunisienne. « Cette ligne de crédit a permis, tous secteurs confondus, d'impulser une forte dynamique d'investissement qui a abouti à la création de plus de 1 300 emplois. La Banque africaine de développement est en cela, un partenaire de premier choix », assure Neji Ghandri, président du directoire d'Amen Bank.

« La prise en charge des maladies rares faisait face à un vide dans le paysage médical, l'absence de structure spécialisée en pédiatrie et un manque de lits de réanimation. C'est pourquoi je me suis lancé », précise-t-il. Depuis son ouverture, la clinique a vu son taux d'occupation passer de 30 % en 2020 à 90 % en 2023. Une « réussite » aussi bien pour le directeur que pour ses médecins.

Plus d'une cinquantaine de médecins ont été recrutés et 250 emplois stables créés. Aujourd'hui, cet établissement jouit d'une reconnaissance internationale, propose des compétences médicales pointues et utilise des technologies de dernière génération. De quoi redonner le sourire aux enfants malades et de l'espoir à leurs parents.

VOIR FILM

Fatima, une fillette de quatre ans, atteinte d'une maladie digestive auto-immune très rare, est venue avec ses parents de la Guinée Conakry, pays d'Afrique de l'Ouest. La Clinique pédiatrique de Tunis représentait le dernier espoir pour cette famille qui avait déjà frappé à de nombreuses portes sans trouver de traitement adéquat.





D'une première consultation en urgence, Fatima est aujourd'hui en phase de rémission, un soulagement pour sa famille et son médecin, Mohamed Bejaoui, professeur en pédiatrie qui l'a suivie à chaque étape. « Ce qui est intéressant, c'est que pendant tout ce parcours de soins, il y a eu une approche pluridisciplinaire », raconte-t-il, citant de nombreuses ressources et spécialités au sein de la clinique : gastro-entérologie, homéopathie, nutrition, immunologie, radiologie, hématologie et explorations pédiatriques.

Les patients viennent d'Afrique du Nord comme d'Afrique subsaharienne : Libye, Mauritanie, Tchad, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, pour bénéficier de ces spécialités de pointe. Le docteur Nouaili a puisé dans son carnet d'adresses et dans un réseau de compétences médicales réputées pour étoffer sa clinique.



« Nos médecins sont des références à l'échelle régionale dans leur spécialité, ce qui naturellement aide à sceller des partenariats internationaux. Nous avons, par exemple, des conventions avec la Libye pour la prise en charge des pathologies cancéreuses, des leucémies et des tumeurs solides », explique Dr Nizar Nouaili, ajoutant avoir aussi conclu « une convention avec la Caisse d'assurance maladie mauritanienne et certaines assurances internationales, qui nous envoient des patients africains. »



Aujourd'hui la Clinique pédiatrique de Tunis veut continuer sur sa lancée, en renforçant sa réputation de spécialiste des maladies pédiatriques médicales et chirurgicales graves. « Nous faisons de la recherche en génétique, et nous avons un taux de positivité dans nos examens de 70% », souligne le directeur de la clinique.

Plus d'un million d'étrangers viennent en Tunisie chaque année pour se faire soigner, et la Clinique pédiatrique de Tunis veut se positionner, parmi les leaders, sur ce marché florissant du tourisme médical. « Nous sommes très réactifs face aux urgences et nous offrons une prise en charge très compétitive », soutient-il, soulignant que l'objectif est de renforcer ses partenariats africains en explorant, par exemple, le potentiel de la télémédecine pour préparer à distance les patients et les suivre après leur traitement.



En Tunisie, la Banque africaine de développement insuffle un nouvel élan aux jeunes entrepreneurs



A l'abri de la clameur de Tunis, à Gammarth, la soufflerie Sadika promet à ses visiteurs un instant de sérénité. En traversant sa cour intérieure, le promeneur s'offre une dernière respiration avant de s'envoler vers une constellation d'étoiles, car, ici, la boutique brille de mille feux. Le soleil tunisien y fait étinceler verres, lustres, vases avec une myriade d'autres créations.

Faites à la main par des souffleurs de la région du Cap Bon, ces pièces artisanales se cueillent, une à une, avec une extrême délicatesse dans un four en fusion. Elles font le bonheur de celles et ceux qui souhaitent apporter tradition et éclat à leur intérieur. Des maisons tunisoises au Vatican, en passant par le Rockefeller Center à New York, Sadika est une référence mondiale du design et de la pâte de verre.



VOIR FILM

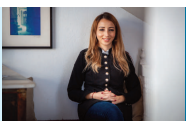
En Tunisie, cette soufflerie est une institution. C'est surtout l'emblème d'un art de grand raffinement que l'on se passe génération après génération. Elle est le fruit de la témérité d'une femme, Sadika Keskes, qui, depuis 1984, sublime l'un des arts du feu : le verre soufflé.





En trois décennies, contre vents et marées, cette artiste a bâti un univers de grâce où se côtoient arts et culture. Dans ce métier d'hommes, et à force de persévérance, Sadika s'est fait une place en apprenant, au début des années 80 à souffler le verre sur l'île de Murano, près de Venise en Italie. Dans sa lignée, elle entraîne ses deux filles, Fatma et Zeineb. Cette dernière gère aujourd'hui l'entreprise familiale avec 30 employés : « J'y ai grandi, j'y ai baigné. C'est mon ADN », lance-t-elle fièrement.

Si le tableau semble idyllique, quelques menaces ont néanmoins plané sur les épaules de la jeune femme, architecte de formation. La révolution du jasmin en 2011 et les crises successives les ont accentués. Mais pour Zeineb « voir l'entreprise disparaître relève de l'immaginable ». Avec les siens, elle alors choisi de se battre pour la sauver avec l'aide de la Banque tunisienne de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME).





Pour le directeur général de cette banque de développement pas comme les autres, Lebid Zâafrane « l'objectif n'est pas la rentabilité à tout prix, c'est de trouver l'équilibre. Et la priorité c'est surtout d'aider les entreprises à créer de la valeur et des emplois ». Cette subtilité est l'essence même d'une institution comme la Banque africaine de développement qui aide à porter la contribution du secteur privé tunisien au développement du pays tout entier. Via le Fonds d'assistance au secteur privé africain (FAPA), la Banque a ainsi mobilisé près de 1 million de dollars américains afin de financer une assistance technique pour renforcer l'engagement de la BFPME envers les entreprises en difficulté.

A son tour, la banque tunisienne a accompagné, sur l'ensemble du pays, une cinquantaine d'entreprises dans des secteurs aussi variés que l'industrie, l'éducation, le textile et, bien sûr, l'artisanat.

Dans le cas de Sadika, la BFPME a aidé à insuffler un nouvel élan. Le processus s'est alors fait en trois étapes raconte Asma Bouzaouache, la responsable du projet d'assistance technique à la BFPME : « Des diagnostics stratégique et financier ont été conduits débouchant sur un plan de restructuration, que nous avons décliné en objectifs opérationnels ». explique Asma. La BFPME a également aidé l'entreprise à breveter un procédé de fabrication à l'international afin de mieux se positionner sur de nouveaux marchés porteurs.



Quelques mois après avoir suivi ces consignes, les effets se ressentent. Les fours ont ravivé leurs flammes et les premiers échantillons d'une nouvelle collection ont été expédiés un peu partout en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique. Venue d'Oslo, une première commande ferme transcende Zeineb d'optimisme. « Sans ces conseils, c'est sûr que nous n'aurions pas pu tenir pendant la pandémie. C'était primordial. Autrement nous aurions dû licencier. »



En Tunisie, l'emploi est un enjeu crucial. Comme partout ailleurs en Afrique du Nord, les jeunes diplômés sont confrontés au chômage. Donner l'envie d'entreprendre est donc le leitmotiv que partagent les deux banques de développement. Pour Lebid Zlaitnane, l'entrepreneuriat est une « philosophie, une culture » qui doit doucement infuser l'esprit de chaque tunisien. « La Banque africaine nous a beaucoup aidés. Elle nous a apporté beaucoup de satisfaction. Nous partageons le même ADN, celui d'accompagner les PME dans leur croissance », affirme avec vigueur le directeur général de la BFPME.

Tunisie : soutenir des entreprises locales pour renforcer l'attractivité des territoires



Après avoir déposé ses enfants chez la nounou, Sabra Gmati se rend à son lieu de travail. Elle est employée par le laboratoire pharmaceutique « MEDIS » depuis maintenant huit ans. Une entreprise qui a ouvert ses portes en 1995, à Nabeul. Située dans la région du Cap Bon, Nabeul est la capitale de l'artisanat Tunisien. Et pas seulement, elle est l'une des premières stations balnéaires du pays, connue pour la beauté de ses paysages, la richesse de son agriculture et son potentiel industriel.

Ce potentiel, MEDIS l'a saisi en installant dans cette même ville, une unité de dernière génération qui produit des médicaments génériques. En plus du tourisme, de l'artisanat et de l'agriculture, voilà qu'émerge, localement, un secteur de pointe qui crée de l'emploi qualifié, en particulier pour les femmes.

« La liberté et la dignité que MEDIS m'a apportées, je le ressens parce que je suis payée. Je suis libre car je fais ce que je veux avec mon argent. J'ai ma dignité car je ne tends pas la main et ne demande rien à personne. S'il n'y avait pas MEDIS à Nabeul, ou une entreprise équivalente, je serais sans emploi et je resterais à la maison. » explique Sabra Gmati.



Sur un tout autre plan, ce sentiment de fierté est partagé par le directeur général de MEDIS, Nabil Saadaoui. Son entreprise a été financée par la Banque africaine de développement, à travers le fond de capital développement AfricaInvest. « Ça nous a permis de développer nos activités, de devenir le premier laboratoire en Tunisie et d'être un des premiers employeurs de la région. Et ça a permis de donner de nouvelles perspectives aux enfants de la région. » explique Nabil Saadaoui. Entre 2005 et 2017, le nombre des employés du laboratoire a bondi de 150 %.

VOIR FILM



Et l'impact va au-delà la ville de Nabeul. Car grâce à cette production locale, la Tunisie a réduit sa dépendance aux importations de produits pharmaceutiques. Produire sur place est donc un réel avantage pour le pays. A l'Hôpital « Habib Tameur », l'un des plus importants de Tunis, les effets se ressentent.



« Je suis responsable du service de neurologie dans cet hôpital. L'avantage d'avoir des laboratoires tunisiens, c'est d'abord l'accessibilité des produits. Le coût du traitement est aussi un avantage. Troisièmement, ce sont des médicaments qui sont aussi efficaces que les médicaments importés » conclue Dr Maher Chtourou, chef de service à l'hôpital « Habib Thameur ». Avant d'ajouter : « Je suis optimiste pour l'avenir de la santé publique en Tunisie parce qu'il y a plus de laboratoires qui font de la recherche et de l'innovation médicale. Cela contribue au développement du pays ».

Pour MEDIS, de nouvelles perspectives se sont ensuite dessinées pour ajouter encore plus de valeur ajoutée aux produits. "Le développement chez MEDIS passe bien évidemment par la production. [...] particulièrement dans les domaines d'activité de haute technicité et de valeur ajoutée et nous avons, fin 2017, inauguré la nouvelle unité d'oncologie et de bio similaire" se réjouit Nabil Saadaoui.

En appuyant les entreprises performantes, la Banque contribue à asseoir les conditions d'une croissance durable et partagée.



En Tunisie, le tout numérique ouvre un nouveau champ des possibles pour le renouveau du service public



Dans la grande salle d'attente de la Caisse nationale de la sécurité sociale (CNSS), au centre de Tunis, le silence règne. Les sièges en plastique vert sont à moitié occupés, tout comme les guichetiers qui attendent patiemment la venue du prochain assuré.

> La CNSS, c'est l'institution publique en charge des prestations sociales pour les employés et les travailleurs non salariés. Des pensions de retraite aux prestations de soins, en passant par les allocations familiales, ce service public est au cœur des préoccupations des travailleurs et des employeurs.



Habituellement grouillante, l'ambiance ici a changé. Quelque chose d'inhabituel semble s'être produit. Ce calme inédit n'est pas un hasard et n'est pas non plus une conséquence de la crise sanitaire. Nabil Henchir, ingénieur en charge de la planification, des méthodes et de la veille technologique à la CNSS décrypte : « en 2019, la caisse a fait un grand pas dans la digitalisation. Avant, un artisan devait passer au bureau pour payer sa cotisation en espèces ou en chèque, ce qui nécessitait plusieurs semaines avant la prise en charge de sa demande. Mais maintenant, en seulement deux minutes, il règle sa cotisation par carte bancaire sur notre site web ».



Voilà la raison pour laquelle, le lieu s'est, petit à petit, mis à sonner creux : le numérique. Désormais, les assurés et les entreprises peuvent à la fois payer et consulter en ligne leurs prestations sociales. Ils peuvent également télécharger leur attestation via un QR code incorporant le sceau électronique de la CNSS. « Avant, il fallait plusieurs semaines pour saisir, contrôler et valider. Le numérique n'est plus un confort, c'est une nécessité », poursuit Nabil.

Ces mots font écho aux ambitions de l'administration publique, qui, depuis 2016, a pris le virage du numérique en lançant le plan « Tunisie Digitale 2020 ». Ce projet a pour objectif de placer la Tunisie comme référence internationale dans le domaine du numérique en faisant des nouvelles technologies de l'information et de la communication un important levier de développement socio-économique du pays à travers le déploiement, à grande échelle, de l'administration électronique.

Pour Sanâa Haouari, directrice générale au ministère tunisien des Technologies et de la communication et experte en transformation digitale, cela passe par « la mise en place de services administratifs en ligne, de systèmes d'information sectoriels, d'un système d'identifiant numérique unique et d'une plateforme d'échange de données, ainsi que l'amélioration de la connectivité dans les établissements publics ».



Avec un financement de 71 millions d'euros déployé par la Banque africaine de développement en 2018, le projet « Tunisie Digitale », poursuit son chemin. Cela représente plus de la moitié du budget total. Conscient que cette transformation améliorerait à la fois l'économie et les conditions de vie des tunisiens, la Banque souhaitait libérer lepotentiel du numérique pour améliorer davantage le service public rendu à la population sur l'ensemble du territoire. Paradoxalement, le numérique rapproche l'État des citoyens. Il leur facilite l'accès à leurs droits. C'est le cas de Karim Essifi, gérant d'un magasin de pièces de rechange : « maintenant que tout se fait en ligne, nous avons gagné en sûreté et en efficacité. Le temps que nous perdions dans l'administratif, nous le consacrons maintenant à notre activité ».

Numériser les services publics est un projet complexe, un chantier d'envergure. Durant la pandémie, il fut ainsi mis à l'épreuve du feu : alors que le confinement se prolongeait, le gouvernement soutenait les citoyens et les entreprises par le versement d'aides sociales. Mais comment parer à une telle urgence quand il faut se déplacer pour toucher ses aides ? Impossible sans une administration numérique. « Notre transformation digitale a généré une vaste base de données que nous avons partagée, en début de pandémie, avec les autorités en charge des aides aux entreprises. Sans cette rapidité d'exécution, beaucoup de firmes auraient mis la clé sous la porte », s'exclame le responsable de la CNSS.



Le pays du jasmin a ainsi choisi la voie de la modernité et de l'innovation. À court terme, les services publics vont continuer d'ouvrir le chemin : « bientôt, nous allons mettre en ligne de plus en plus de services comme l'immatriculation et l'affiliation des entreprises, le suivi des pensions, etc. Le numérique, c'est l'avenir. Tout le monde y adhère et il n'y pas d'autre option. Nous devons passer par là », nous confie Nabil, enthousiaste. Et il n'a pas tort. En montrant l'exemple, les services publics simplifient les traces du quotidien et améliorent le vivre ensemble en favorisant un nouvel état d'esprit : celui de l'innovation que porte la Banque africaine de développement pour faire la différence.

En Tunisie, l'horizon s'ouvre aux jeunes femmes qui ont l'audace d'entreprendre



Marchant en silence dans le désert, Safa Jaouadi va à la rencontre d'un monde infini, où changer de perspective redevient possible. Elle embrasse du regard les dunes de Tozeur, ville symbole du Grand Sud tunisien, aux portes du Sahara. Safa rêve simplement d'eau, une ressource rare dans un paysage à la beauté fascinante, qui rayonne en silence. Cette rareté, la jeune ingénieure en hydraulique a réussi à la capter pour permettre aux habitants de sa région d'y avoir accès, grâce à son savoir-faire.





Face à ces terres qui ont vu naître son aventure, elle se souvient de ses premiers pas, fruits, selon elle, d'un heureux hasard. « Tout a commencé quand une cliente, rencontrée par hasard, a sollicité mes conseils pour trouver de l'eau dans sa parcelle. Son mari avait commencé à creuser un puits mais s'était arrêté à mi-chemin, concluant qu'il ne donnerait absolument rien », se remémore Safa.

VOIR FILM

Après une série de calculs précis sur son ordinateur, elle a pu localiser la nappe phréatique. Le site qu'elle a identifié a donné de l'eau, en abondance et de qualité. « Depuis cette première mission réussie, le foreur recommande systématiquement à ses clients de me consulter avant de lancer les forages », sourit la jeune femme. Ainsi, petit à petit, le bouche-à-oreille a fait son chemin et Safa a commencé à décrocher des projets dans les régions voisines.



Safa fait partie des milliers d'entrepreneures bénéficiaires de « Raeda », un programme national de promotion de l'entrepreneuriat féminin en Tunisie, piloté par le ministère de la Femme et soutenu par la Banque africaine de développement, partenariat avec la Banque tunisienne de solidarité (BTS).



Safa Jaouadi a réussi à concrétiser son projet sans avoir à quitter Tozeur, sa belle région natale. Elle poursuit aujourd'hui son parcours professionnel et compte faire davantage prospérer son activité : « J'aspire à développer mon projet. Je veux remporter des marchés publics et élargir mon offre de services en proposant de nouvelles prestations comme le carottage, entre autres », affirme-t-elle.

L'ambition, c'est aussi le trait de caractère de Rym Amri. Après des études en biologie et plusieurs expériences dans des laboratoires à Tunis, elle revient en 2018 dans sa ville natale, Sidi Bouzid. Motivée également par l'ambition et la volonté de revenir aux côtés de sa maman, qui vit seule. « Compte tenu de mon expertise et du caractère agricole de ma région, mon idée initiale était de me lancer dans une activité d'extraction d'huiles essentielles.

Mais en sondant un peu plus ce marché, j'ai changé d'avis, raconte la jeune biologiste. J'ai finalement décidé de combiner mon activité de produits bio avec de la parapharmacie et l'idée a été bien accueillie par les clients ».





En 2018, Rym ouvre le tout premier magasin spécialisé dans la vente de produits parapharmaceutiques bio. Le succès n'a pas tardé et la jeune femme a vu la demande pour ses articles monter en flèche, notamment celle en provenance d'Algérie, pays voisin. Sidi Bouzid est en effet, située au centre-ouest de la Tunisie, frontalier de l'Algérie. « Aucun obstacle n'a pu me freiner. Au contraire, j'ai vu les portes s'ouvrir à moi petit à petit. Et avec la demande croissante venant de l'Algérie, j'ai l'intention, grâce au e-commerce, de m'ouvrir davantage au marché africain », s'enthousiasme Rym.



Symboles d'une jeunesse tunisienne déterminée à réaliser ses rêves, Safa et Rym ne sont pas les seules jeunes femmes à avoir bénéficié du soutien du programme « Raeda ». Depuis son lancement, quelque 4 500 femmes, dont quasi 30 % de diplômées du supérieur, ont pu lancer leur entreprise, créant plus de 7 000 nouveaux emplois. Au total, une enveloppe de 40 millions de dinars tunisiens a bénéficié à de nombreuses jeunes femmes de différents horizons et dans plusieurs secteurs. « Raeda » couvre notamment l'agriculture, l'artisanat et les services, en particulier dans l'ouest et le sud du pays.



Lancer son entreprise est sans doute l'une des aventures les plus risquées et les plus audacieuses. Mais, avec de la volonté, on peut aller loin. Safa et Rym l'ont démontré. Elles sont aujourd'hui les visages de cette jeunesse africaine qui ose, entreprend et crée. Une jeunesse au cœur des priorités de la Banque africaine de développement qui, chaque jour, agit pour faire de l'Afrique une terre de progrès et d'innovation.



Tunisie : Souk At-Tanmia soutient les entrepreneurs face au Covid-19



Le regard tourné vers l'horizon, Sondos Bannouri est plongée dans ses pensées. Sur les hauteurs de la montagne de Bargou, elle contemple le tracé des collines de sa région natale, Siliana.

Au nord-ouest de la Tunisie, ce site historique regorge de vestiges antiques, témoins de l'une des batailles puniques les plus importantes : celle qui a opposé le roi Syphax au mythique Hannibal.

> Sondos se souvient des premiers moments de la pandémie de Covid-19 en Tunisie, en particulier lorsqu'avec ses équipes, elle s'est retrouvée en première ligne face au virus, traitant les déchets sanitaires du premier patient tunisien décédé du coronavirus. « La première victime se trouvait à l'hôpital Farhat Hached de Tunis, pour lequel nous traitons les déchets. Comme tout le monde, j'ai paniqué et j'ai eu peur pour mon personnel, se remémore-t-elle. Toute mon équipe était angoissée. Certains avaient même décidé de démissionner », raconte-t-elle. La jeune femme est aujourd'hui à la tête d'une unité de traitement de déchets hospitaliers, dont l'activité est en pleine croissance dans sa région.



Comme des dizaines d'entrepreneurs qui ont fait face à la pandémie, Sondos a bénéficié du soutien de Souk At-tanmia, un programme d'appui à l'entrepreneuriat initié par la Banque africaine de développement avec le concours, parmi d'autres, des gouvernements britannique, américain et danois. Sans être un dispositif exclusif aux périodes de crise, ce programme a permis de préserver de nombreux emplois des effets du Covid-19. Depuis 2012, il a contribué à la création de 250 nouvelles entreprises et de 2 000 emplois.

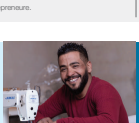
VOIR FILM





Parmi ces sociétés figure celle de Sondos, qui a retrouvé l'espoir et a su donner un nouvel élan à son activité. « Le déclic pour me lancer m'est venu lorsque j'ai pris conscience des menaces auxquelles était confrontée ma région », explique-t-elle. Aujourd'hui, en dépit de la crise sanitaire, Sondos poursuit son chemin. Elle a acquis une nouvelle machine de traitement des déchets, à la pointe de la technologie. « Le cauchemar s'est finalement transformé en rêve. Et nous avons enfin pu atteindre notre objectif de traiter 1 000 tonnes de déchets sanitaires par an. Je suis convaincue que notre mission ne va pas s'arrêter là. Nous allons changer les mentalités », lance fièrement la jeune entrepreneure.

À quelques kilomètres plus au sud, à Kasserine, Farouk Ichaoui est empreint de cette même fierté : celle d'avoir pu faire de sa passion un succès. Ce trentenaire plein d'énergie redonne une seconde vie à des pneus usagés qu'il transforme en de jolis poufs. De véritables œuvres d'art. Alliant l'utile à l'agréable, Farouk propose aussi une panoplie de meubles qui mettent à l'honneur l'artisanat kasserinois, avec l'avantage de préserver la nature. « C'est de ma passion pour le bricolage que j'ai eu cette idée. Elle me permet aujourd'hui d'améliorer ma situation et celle d'autres jeunes, comme moi. Et même si cela reste à petite échelle, j'aime penser que je contribue à résoudre le problème du chômage, qui touche notre région », explique l'entrepreneur haut en couleurs.





Les couleurs et les fleurs, c'est aussi le monde presque féérique de Sonia Idhibi, une journaliste reconvertie à la floriculture. Au cœur de ses serres, elle a lancé le premier jardin de fleurs comestibles en Tunisie. Son ambition : donner de la couleur aux plats des chefs les plus réputés d'Europe. « Le secret de la beauté des fleurs et leurs vertus m'ont toujours interpelée. Je leur ai découvert, après plusieurs recherches, une utilité autre qu'esthétique. Insoupçonnée, révèle-t-elle. Dans certains pays occidentaux, elles sont tout aussi appréciées pour leur goût et leur teneur, riche en vitamines. Certains restaurants étoilés proposent même des plats à base de fleurs comestibles, en moyenne trois fois plus chers. C'est cela qui m'a déterminé à lancer ce projet », explique-t-elle, avec la nostalgie de ses débuts.

C'est d'ailleurs grâce à cette idée originale que Sonia a pu mettre sur pied son projet pour « introduire la culture des fleurs comestibles dans la gastronomie tunisienne ». Grâce à Souk At-Tannia, son activité rencontre aujourd'hui un franc succès en Europe. Restaurateurs et consommateurs raffolent de ces mets comestibles qui, une fois dans les assiettes, offrent une explosion de couleurs et de saveurs tant pour les pupilles que pour les papilles.

Aller de l'avant, c'est la devise de centaines d'entrepreneurs soutenus par le programme. Des secteurs comme l'industrie, l'agriculture, le tourisme et l'artisanat sont concernés. Avec une majorité d'entreprises gérées par des jeunes et des femmes issus des régions prioritaires du pays.



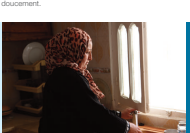
Miser sur la jeunesse qui innove, c'est miser sur l'avenir de l'Afrique. En soutenant des millions d'Africains qui ont l'audace d'entreprendre, la Banque africaine de développement contribue à faire du continent une véritable terre de création, de progrès et d'innovation.

En Tunisie, l'accès à l'eau améliore la qualité de vie en milieu rural



Le soleil se lève sur le hameau de Balace et illumine de ses premiers rayons les paysages verdoyants qui lui servent d'écrin. En pleine floraison, les couleurs éclatantes du printemps subliment le panorama de cette petite localité de la province de Mornag, à la périphérie sud de Tunis, qui s'éveille doucement.

Il y a quelques années, plus d'une vingtaine de familles de Balace n'avaient toujours pas accès à l'eau potable. Leur situation a changé lorsqu'elles ont été raccordées au réseau, dont l'impact se fait sentir à chaque coin de rue. Femme au foyer et mère de trois enfants, Marwa El Hazmi a vu sa maison reliée au réseau d'alimentation en eau potable. Désormais, elle « peut mieux organiser sa journée » car elle s'épargne deux heures de marche pour aller puiser l'eau du puits public. « Maintenant, il me suffit de tourner le robinet. L'eau m'a facilité la vie », se réjouit Marwa.



Ce petit village faisait partie jusque-là des quelques poches de sécheresse subsistant dans certaines régions rurales de Tunisie. Pour répondre à cette problématique, la première phase du programme d'alimentation en eau potable en milieu rural (PAEPR) a été lancée en 2012. Sous l'égide du gouvernement tunisien et de la Banque africaine de développement, le PAEPR a permis de fournir de l'eau potable à plus de 360 000 personnes. Il a été financé à près de 95 millions d'euros par la Banque. Aujourd'hui, le « pays du jasmin » compte, officiellement, 100% de ses citadins et la majeure partie de sa population rurale raccordés au réseau d'alimentation en eau.

VOIR FILM

Dans sa conception, les objectifs de ce programme étaient de fournir de l'eau potable de qualité en quantité suffisante, de favoriser de meilleures conditions sanitaires et de rendre plus attractifs les territoires ruraux afin de créer de nouveaux emplois. En 2017, sa seconde phase a été lancée avec un financement additionnel de plus de 123 millions d'euros de la Banque dans le but d'atteindre un accès universel à l'eau en milieu rural.



À plus d'une dizaine de kilomètres au sud de Balace, dans la zone rurale de Benarous, les travaux de raccordement ont également été achevés. Issam Benkarim y est éleveur de bétail. Ce jeune trentenaire a une histoire pour le moins remarquable. Non-voyant, il vivait encore à Tunis il y a quelques années et a décidé, malgré l'inquiétude de ses proches, de revenir dans sa région natale.

Il se consacre désormais à l'élevage du bétail et à l'approvisionnement des laiteries locales. Alors qu'il vit seul dans une petite maison isolée à proximité du village, son « œil voyant », un proche ami de la famille, l'aide en journée à accomplir son travail d'éleveur. La détermination d'Issam a été soutenue par l'arrivée de l'eau potable jusqu'à sa ferme. Il envisage aujourd'hui d'acquérir sept nouvelles vaches laitières, en plus des trois qu'il possède déjà.

À quelque 300 kilomètres au sud-ouest de Tunis à Kassarine, Kamel Allaqui, entrepreneur, la quarantaine, a grâce à l'arrivée de l'eau investi dans un commerce au bord d'un axe routier fréquenté. « Mon idée, c'est d'offrir une aire de repos aux touristes et aux voyageurs qui transitent par notre région. Je veux créer une boucherie et ouvrir une épicerie. Sans eau, tout cela ne serait évidemment pas possible », explique Kamel. « Je vis bien sur mes terres et je n'ai pas envie de partir même si tous mes frères sont à l'étranger. J'ai estimé que je pouvais mieux vivre dans ma région en investissant ici, parmi les miens », lance-t-il fièrement.





Déployé sur plus de 80% du territoire, le PAEPR aura permis d'installer près de 120 nouveaux systèmes d'eau propre en faveur de plus de 100 000 habitants. Près de 150 systèmes plus anciens ont également été modernisés au profit de quelque 160 000 habitants.

Quatre années après son achèvement, la première phase du programme porte ses fruits. L'impact sur l'hygiène et la santé des populations est probant. Le PAEPR a favorisé des opportunités d'investissement pour les petites et moyennes entreprises dans différents secteurs d'activité. Ces bénéfices devraient s'étendre à d'autres zones rurales couvertes par la seconde phase du programme. Au total, la Banque aura mobilisé près de 250 millions d'euros pour améliorer l'accès à l'eau potable en milieu rural.

L'eau devrait inciter davantage d'entrepreneurs et d'habitants de la ruralité tunisienne, comme Marwa, Issam et Kamel, à investir dans leurs terres natales et à créer de l'emploi afin de participer plus largement au développement de leur pays.






AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT